

AUX MUNICIPALES, PAS UNE VOIX POUR L'EXTREME DROITE !



Durant le mandat municipal 2020-2026, **dix villes de France étaient gérées par une majorité du Rassemblement National**, et une (Béziers) par le maire sortant qui a été réélu avec le soutien du même parti. Le bilan de cette période démontre le grave danger encouru.

Augmentation de la cantine Fermeture des centres sociaux

SERVICES PUBLICS : PRIVATISATIONS ET RESTRICTIONS

Le bilan de 6 années de mandat montre que les villes RN **privatisent souvent leurs services publics**. À Hénin-Beaumont et Perpignan, **crèches et équipements sportifs** (comme la piscine, +60% de tarif) **sont passés au privé**, excluant les plus modestes. Les **cantines scolaires ont vu leurs tarifs augmenter** (Cogolin, Fréjus, Le Pontet, Villers-Cotterêts), les transports scolaires supprimés ou devenus payant, sous prétexte de "responsabiliser" les familles. À **Cogolin, les budgets scolaires ont baissé de 20%**, les **études du soir gratuites ont été remplacées par des garderies payantes**, et les repas de substitution au porc supprimés. Les centres sociaux, surtout dans les quartiers populaires, ont été ciblés : Fréjus a fermé son dernier centre en 2023. Les **associations d'aide aux démunis sont continuellement victimes de coupes de subventions et expulsions**.

Suppressions de postes Privatisations

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX : PRÉCARITÉ ET RÉPRESSION

Les syndicats dénoncent des **suppressions massives de postes (70 à Hayange, 200 à Béziers)** et le remplacement des agent-s par des entreprises d'insertion, justifié par le gel des impôts locaux. La **gestion est autoritaire** : à Hénin-Beaumont, **la mairie surveille les réseaux sociaux des agent-s pour sanctionner les critiques**, avec des procès financés par la commune. Les **violences psychologiques sont documentées** (rapport de la Cour des Comptes à Beaucaire en 2020), avec **hausse des arrêts maladie** et témoignages d'humiliations publiques. Le **droit syndical est bafoué** : refus de salles, interdiction d'affichage, et intimidations.

Fin des solidarités Autoritarisme

DANS LA VIENNE ?

Comme sur l'ensemble du territoire, les municipales de 2026 verront un certain nombre de candidat·es partageant les idées d'extrême droite se présenter dans la Vienne. **Ce sera le cas à notre connaissance notamment à Loudun, Châtellerault, Coussay les bois, Archigny, Thollet, Vouneuil sur Vienne, Poitiers**, que ce soit sur des listes soutenues officiellement par des partis comme le Rassemblement National, Reconquête ou l'Union des Droites (le parti d'Eric Ciotti) ou sur des listes dites sans étiquette.



Le RN et ses alliés ont déjà été essayés, ici comme ailleurs nous n'en voulons pas.

Ne nous y trompons pas, s'ils et elles étaient élu·es, ils et elles appliqueraient un même **programme pour des municipalités qui ne seraient ni sociales, ni écologiques, ni démocratiques**. Des programmes qui, loin de compenser les conséquences dévastatrices des politiques nationales, les renforceront en **affaiblissant les outils municipaux de redistribution des richesses** (services publics, aides sociales, accès aux transport et aux soins, à la culture...), au **détriment de toutes et tous, et plus encore des habitant·es précaires**. De plus, c'est le risque de voir se développer dans nos communes une incitation à un **climat haineux**, raciste, homophobe et anti féministe, comme c'est le cas dans plusieurs villes d'extrême droite.

Le RN tente de se faire passer pour un parti au service du peuple, mais ce qu'il applique dans les communes est un avant-goût de son projet national : mépris des droits sociaux, division des habitant·es, casse du tissu associatif.

Leurs mesures sont néfastes aux ouvrier·es, aux employé·es, aux retraité·es modestes, comme le prouvent leurs votes à l'Assemblée nationale :

- **Contre la hausse du SMIC.**
- Contre le blocage des prix de l'énergie ou des produits de première nécessité.
- Contre le rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune).
- **Pour la réforme des retraites.**
- **Pour les exonérations patronales.**
- **Contre la taxation des superprofits.**
- Contre le renforcement des droits syndicaux.

MUNICIPALES 2026, PAS UNE VOIX POUR L'EXTRÊME DROITE !

